

Régionales : les négociations se corsent à la gauche du PS

mardi 7 juillet 2009, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2009).

Après la déclaration commune PG-NPA en faveur de listes communes au premier tour, le parti de Besancenot et les communistes se sont opposés sur la question de l'indépendance à l'égard des socialistes.

Après la soudaine éclaircie NPA-Parti de gauche, la semaine dernière, le ciel de la gauche radicale s'est assombri ce lundi. Alors que Jean-Luc Mélenchon, fondateur du PG, et Olivier Besancenot s'étaient accordés sur le principe de listes communes et indépendantes du PS au premier tour des régionales, les discussions se corsent avec l'entrée en jeu du PCF, second pilier du Front de gauche.

Le Nouveau parti anticapitaliste et les communistes n'ont pas réussi à s'entendre sur cette idée d'alliance électorale en vue de mars 2010. Sans surprise, les négociations ont achoppé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du parti socialiste : le PCF défend des accords de gestion avec le PS, ce à quoi le NPA est, à l'évidence, allergique.

A l'issue d'une rencontre entre leurs deux délégations, Pierre Laurent, numéro deux communiste, a résumé le dénominateur commun : « *Nous avons le souci les uns et les autres de battre la droite au second tour* » des régionales.

« *Mais nous, nous pensons que nous devons porter l'ambition d'aller à des majorités de gauche dans les régions. Et les conditions de ces majorités font débat entre nous* », a ajouté Pierre Laurent, dont le parti avait souhaité « *élargir le Front de gauche* » mis sur pied avec le PG aux européennes.

« Majorité bidouillée avec le PS »

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA arrivé derrière le Front de gauche, le 7 juin dernier, a, lui, fait de l'indépendance vis-à-vis du PS une « *question-clef* » : « *C'est évident que si on fait une liste anticapitaliste unitaire, elle assumera son indépendance jusqu'au bout.* »

Celui-ci s'était prononcé pour des « *fusions techniques* » avec le PS au second tour des régionales, ce qui permettrait à des élus d'extrême gauche de « *garder [leur] liberté de parole, de propositions* » et, le cas échéant, de ne pas voter le budget d'une majorité socialiste.

« *On ne se voit pas, nous, au nom d'une majorité bidouillée avec le PS, voter des subventions publiques à des groupes qui licencient actuellement* », a-t-il invoqué, assurant néanmoins « *tout faire pour le rassemblement unitaire* ».

Un groupe de travail doit être constitué pour poursuivre les discussions sur une éventuelle alliance, qui ne sera pas tranchée avant octobre.

(Source AFP)

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libération du 06/07/2009.